

ANNEXE

Règlement technique de la Commission de coordination des chantiers du 20 mars 2015 fixant les modalités d'application prévues aux articles 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 et 29 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau

Article 1^{er}. Dispositions générales.

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1° décret : le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau;

2° gestionnaire : l'autorité publique dont relève la voirie ou le cours d'eau sous, sur ou au-dessus duquel les travaux sont exécutés ou la personne à laquelle l'autorité en question a concédé la mise à disposition ou la gestion de cette voirie ou de ce cours d'eau;

3° localisation du chantier : la localisation reprend pour les voiries et les cours d'eau, le nom de la ou des commune(s) concernée(s), de la ou des rue(s) et du ou des tronçon(s) inclus dans le périmètre. Pour les cours d'eau, elle reprend le nom de la ou des commune(s) concernée(s), la dénomination du cours d'eau et du tronçon inclus dans le périmètre;

4° périmètre : la ou les zones délimitées par la longueur des travaux envisagés et la largeur du domaine public;

5° réseau et tronçon de réseau : les câbles, canalisations et gaines gérés par les gestionnaires de câbles et canalisations et destinés au transport, à la distribution ou à la collecte de matière, de fluides ou de signaux de télécommunication;

6° raccordement : point de connexion de l'utilisateur du réseau au réseau ou tronçon de réseau;

7° installations : les réseaux, tronçons de réseau et raccordements, en ce compris leurs équipements et leurs ouvrages connexes;

8° position du réseau: localisation en plan et en profondeur;

9° surface de chantier : elle est déterminée par la longueur du chantier multipliée par la largeur du domaine public;

Art. 2. Obligation de se faire connaître.

Les personnes visées à l'article 8 du décret se font connaître auprès de la Commission de coordination des chantiers, en introduisant leur dossier qui reprend notamment les informations suivantes :

1° leur nom ou dénomination sociale, adresse, adresse e-mail et coordonnées téléphoniques;

2° le nom de la personne de contact, son adresse postale, son adresse e-mail et ses coordonnées téléphoniques;

3° le numéro d'entreprise, si existant;

4° la nature des services assurés (gestion du domaine public, adduction ou distribution d'eau, égouttage et collecte d'eau usée, démergement, transport ou distribution d'énergie, transport, collecte ou distribution de fluides, télécommunications,...) et des installations exploitées;

5° les aires géographiques où les installations sont exploitées, en précisant les communes et les localités.

Toutes les modifications à apporter aux points 1° à 5° de l'alinéa précédent sont communiquées, au plus tard dans les trente jours calendriers de leur entrée en vigueur, à la Commission.

Art. 3. La programmation des chantiers.

La programmation des chantiers est envoyée à la Commission conformément aux dispositions de l'article 11 du décret et reprend les éléments suivants pour chaque chantier :

1° le nom ou la dénomination sociale des personnes physiques ou morales visées à l'article 8 du décret;

2° le nom de la personne de contact responsable du programme communiqué, son adresse postale, son adresse e-mail et ses coordonnées téléphoniques;

3° l'intitulé du projet;

4° la localisation des travaux envisagés;

5° la description des travaux envisagés assortie, le cas échéant, des contraintes internes et externes;

6° La période d'exécution au cours de laquelle le début des travaux est envisagé en précisant au minimum l'année de leur réalisation et leur durée estimée en jours ouvrables.

Art. 4. La demande de coordination.

La demande de coordination visée à l'article 14 du décret est introduite au moyen d'un formulaire qui reprend au moins les informations et/ou documents suivants :

1° le nom ou la dénomination sociale du demandeur de coordination;

2° le nom de la personne de contact responsable de la demande de coordination, son adresse postale, son adresse e-mail et ses coordonnées téléphoniques;

3° l'intitulé du projet;

4° le périmètre concerné;

5° les éléments architecturaux, techniques et organisationnels qui concernent la réalisation des travaux envisagés;

6° la description des travaux envisagés assortie, le cas échéant, des contraintes internes et externes;

7° le(s) plan(s) à l'échelle 1/2 500° ou plus grande, qui reprend sur le périmètre concerné, le projet des travaux envisagés au stade de l'esquisse crayon ainsi que toutes les informations utiles; le stade de l'esquisse crayon correspond au stade où le projet dont les caractéristiques sont bien déterminées, néanmoins encore susceptible de changer en fonction de données récoltées lors de la réunion de coordination dont il est question ci-après;

8° une demande de communiquer avant la réunion de coordination, les informations complémentaires ou les informations à collecter utiles à la localisation de leurs réseaux (détection, sondages, etc...);

9° l'intention de se coordonner et la période d'exécution planifiée pour le chantier concerné;

10° le cas échéant, pour les personnes ayant manifesté un intérêt pour la coordination, une demande de communiquer lors de la réunion de coordination, sur un plan à l'échelle 1/2 500^e ou plus grande, le projet des travaux au stade de l'esquisse crayon ainsi que toutes les informations utiles.

Art. 5. La convocation.

La convocation à la réunion de coordination visée à l'article 15 du décret, comprend les informations suivantes :

1° le nom ou la dénomination sociale des personnes, qui ont reçu la demande de coordination et de celles qui y ont répondu ainsi que leurs réponses;

2° l'identification du ou des gestionnaires concernés par le chantier;

3° l'intitulé du projet;

4° le lieu, la date et l'heure de la réunion de coordination;

5° l'ordre du jour de la réunion, reprenant au minimum les éléments visés à l'article 15, § 2 et 3 du décret;

6° pour les personnes ayant répondu positivement à la demande de coordination, une demande à communiquer lors de cette réunion, un plan à l'échelle 1/2 500^e ou plus grande, le projet des travaux au stade de l'esquisse crayon ainsi que toutes les informations utiles;

7° pour les personnes n'ayant pas communiqué des informations conformément à l'article 1^{er}, 8°, une demande de communiquer avant la réunion de coordination ou à collecter, les informations complémentaires utiles à la localisation de leurs réseaux (détection, sondages, etc...).

Art. 6. Le procès-verbal.

Le procès-verbal visé à l'article 15 du décret contient :

1° l'intitulé du projet;

2° le nom du coordinateur-pilote, personne physique ou morale désignée en vertu de l'article 15, § 3, du décret, sa dénomination sociale, son adresse postale, son adresse e-mail et ses coordonnées téléphoniques;

3° si le coordinateur-pilote est une personne morale, le nom de la personne de contact, son adresse postale, son adresse e-mail et ses coordonnées téléphoniques;

4° la mention des modifications apportées aux projets et le cas échéant, au périmètre concerné;

5° le descriptif des travaux, leurs phasages et contraintes d'exécution indiquant notamment la nature des installations des ouvrages à désaffecter ou à déplacer et à réaliser, le démontage projeté des installations existantes désaffectées et les techniques proposées pour la réalisation des travaux;

6° la liste des personnes invitées et des personnes présentes ou représentées à la réunion de coordination;

7° le cas échéant, les éléments à faire figurer dans les documents de marché conformément au Code de bonne pratique tel que défini à l'article 1^{er}, 13°, du décret;

8° la convention telle que prévue à l'article 15, § 2, du décret;

Le procès-verbal est daté et signé par le demandeur de coordination.

Art. 7. La Convention.

En vertu de l'article 15, § 2, du décret, le coordinateur-pilote établit une convention qui définit les droits et obligations des participants à la coordination, les modalités et la répartition des coûts liés à la coordination.

Art. 8. Le dossier commun de demande d'autorisation d'exécution de chantier.

Le dossier commun de demande d'autorisation d'exécution de chantier visé à l'article 16, § 1^{er}, du décret est établi au moyen d'un formulaire qui reprend notamment les informations suivantes et/ou documents suivants :

1° le nom ou dénomination sociale, adresse postale, adresse e-mail et coordonnées téléphoniques du coordinateur désigné et s'il s'agit d'une personne morale, le nom de la personne de contact responsable de la coordination, son adresse postale, adresse e-mail et coordonnées téléphoniques;

2° la localisation du chantier;

3° l'intitulé du projet;

4° le périmètre du chantier;

5° sur le périmètre ou sur une partie de celui-ci convenue avec le gestionnaire lors de la réunion de coordination, le ou les plan(s) à l'échelle 1/500^e ou à l'échelle convenue lors de la réunion de coordination, qui reprend le projet des travaux ainsi que les coupes transversales au 1/100^e des installations projetées, dont le tracé tient compte des informations reçues visées aux articles 4, 8°, et 5, 6° du présent arrêté;

6° une note descriptive indiquant la nature des installations, les ouvrages à désaffecter, à déplacer et à réaliser, le cas échéant, le démontage projeté des installations existantes désaffectées ou à déplacer et les techniques proposées pour la réalisation des travaux;

7° la durée et la période d'exécution prévue du chantier;

8° les phases éventuelles de réalisation des travaux en précisant la période en jours ouvrables de début de chaque phase;

9° le procès-verbal de la réunion de coordination.

Art. 9. Le dossier simplifié de demande d'autorisation d'exécution de chantier.

Le dossier simplifié de demande d'autorisation d'exécution de chantier visé à l'article 17 du décret est établi au moyen d'un formulaire reprenant notamment les informations suivantes et/ou documents suivants :

1° les noms ou dénomination sociale, adresse postale, adresse e-mail et coordonnées téléphoniques du maître d'ouvrage et s'il s'agit d'une personne morale, le nom de la personne de contact responsable, son adresse postale, adresse e-mail et ses coordonnées téléphoniques;

2° Les motifs parmi ceux visés à l'article 17 justifiant que le recours au dossier simplifié de demande d'autorisation d'exécution de chantier est bien applicable;

3° la localisation du chantier;

4° l'intitulé du projet;

5° le périmètre du chantier;

6° sur le périmètre ou sur une partie de celui-ci convenue avec le gestionnaire, le ou les plan(s) à l'échelle 1/500^E ou à l'échelle convenue avec le gestionnaire, qui reprend le projet des travaux ainsi que les coupes transversales au 1/100^e des installations projetées dont le tracé tient compte des informations reçues telles que prévues à l'article 4, 8°;

7° une note descriptive indiquant la nature des installations, les ouvrages à désaffecter, à déplacer et à réaliser, le cas échéant, le démontage projeté des installations existantes désaffectées et les techniques proposées pour la réalisation des travaux;

8° la durée et la période d'exécution prévue du chantier en jours ouvrables;

9° les phases éventuelles de réalisation des travaux en précisant la période de début de chaque phase.

Art. 10. Coûts liés à la coordination-pilote.

§ 1^{er}. La répartition des coûts liés à la coordination-pilote, en ce compris la rémunération du coordinateur-pilote, est fixée de commun accord entre les parties.

A défaut d'accord entre les parties, la répartition des coûts incombant à chaque partie sera établie sur base d'une partie fixe de € 500/intervenant (gestionnaire de voiries et de cours d'eau et gestionnaires de câbles et de canalisations) et d'une partie variable de € 2/m de tranchée utilisée à charge de chaque gestionnaire de câbles et de canalisation.

§ 2. Ce tarif est établi au 1^{er} janvier 2015 et sera adapté au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année en cours.

Art. 11. La décision.

La décision d'autorisation, d'autorisation partielle ou de refus d'exécution de chantier prise sur la demande d'autorisation visée à l'article 23 du décret comprend au minimum :

1° les informations et les documents visés selon le cas à l'article 8 ou 9 du présent règlement;

2° à défaut d'accord entre le ou les gestionnaires et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier sur une autre forme de constitution, le montant de la garantie qui doit être constituée pour répondre au prescrit de l'article 29 du décret;

3° les conditions d'octroi de l'autorisation.

Art. 12. L'information concernant les travaux dispensés de l'autorisation préalable d'exécution de chantiers.

Le dossier d'information concernant les travaux dispensés de l'autorisation préalable d'exécution de chantiers visé à l'article 19 du décret reprend notamment les informations suivantes et/ou documents suivants :

1° le nom ou dénomination sociale, adresse postale, numéro de téléphone, numéro de fax et adresse e-mail du coordinateur désigné et s'il s'agit d'une personne morale, le nom de la personne de contact responsable de la coordination, son adresse postale, numéro de téléphone, numéro de fax et adresse e-mail;

2° la localisation du chantier;

3° l'intitulé du projet;

4° le périmètre du chantier;

5° le cas échéant, sur le périmètre ou sur une partie de celui-ci convenue avec le gestionnaire, un plan à l'échelle 1/500^e ou à l'échelle demandée par le gestionnaire, le projet des travaux dont le tracé tient compte des informations reçues telles que prévues à l'article 4, 8°;

6° une note descriptive indiquant la nature des installations, les ouvrages à désaffecter et à réaliser, le démontage projeté des installations existantes désaffectées et les techniques proposées pour la réalisation des travaux;

7° la durée du chantier en jours ouvrables.

Art. 13. Le cautionnement.

§ 1^{er}. A défaut d'accord entre le gestionnaire et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier sur une autre forme de cautionnement, le cautionnement visé à l'article 29 du décret est constitué soit en numéraire ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif. Il peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

§ 2. Le cautionnement visé au paragraphe 1^{er} ci-avant peut être constitué d'ordre et pour compte des gestionnaires de câbles et de canalisations, ensemble ou séparément, au profit du/des gestionnaires qui peuvent y faire appel dans les cas et selon les conditions prévues par le décret.

§ 3. Le cautionnement peut être constitué par chantier ou global c'est-à-dire couvrir l'ensemble des chantiers exécutés annuellement par le/les gestionnaire(s) de câbles et canalisations.

§ 4. Le gestionnaire de câbles ou canalisations opte pour un mode de cautionnement visé au 1^{er} conformément aux modalités visées aux paragraphes 2 à 3.

Art. 14. Constitution du cautionnement.

§ 1^{er}. En cas de cautionnement constitué par chantier, celui-ci doit être constitué par le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier, au plus tard cinq jours avant le début des travaux et en cas d'urgence, il sera constitué dès que possible. Le montant s'élève à € 8/m² par surface de chantier.

La justification se donne selon le cas par la production au gestionnaire :

1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire;

2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances;

3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire;

4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire;

5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation par l'indication sommaire des travaux couverts, ainsi que le nom, prénom et l'adresse complète du/des gestionnaires de câbles et canalisations et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte du/des gestionnaire(s) de câbles ou de canalisations, avec la mention "baillleur de fonds" ou "mandataire" suivant le cas.

§ 2. En cas de cautionnement global c'est-à-dire établi pour l'ensemble des chantiers exécutés annuellement par un ou plusieurs gestionnaire de câbles ou canalisations, ces derniers adressera/ont au gestionnaire, annuellement, la justification de la constitution du cautionnement.

Lorsque le cautionnement fait l'objet d'un prélèvement, il doit être reconstitué ou adapté à hauteur de la valeur initiale, dans un délai de trente jours à dater du prélèvement.

§ 3. Le montant du cautionnement pour l'ensemble des chantiers exécutés annuellement est fixé en fonction du nombre de communes desservies par le gestionnaire de câbles ou canalisations concerné :

- un montant de € 10.000/an de une à 5 communes;
- un montant de € 50.000/an de 6 à 25 communes;
- un montant de € 100.000/an de 26 à 262 communes.

§ 4. Si le cautionnement global est inférieur à € 4/m² pour le chantier considéré, le gestionnaire pourra solliciter la constitution d'un cautionnement particulier de € 4/m².

Art. 15. Libération du cautionnement.

§ 1^{er}. En cas de cautionnement chantier par chantier, à la fin du chantier, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier introduit la demande de libération auprès du gestionnaire.

Il joint à cette demande l'attestation délivrée par le Comité technique, visée à l'article 35, § 2, du décret.

Le gestionnaire délivre main levée au garant ou dépositaire des fonds à l'établissement de crédit ou à l'entreprise d'assurances dans les quinze jours qui suivent le jour de la réception de la demande.

Au-delà de ce délai, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier a droit au paiement des frais exposés pour le maintien de la garantie accordée par l'établissement de crédit ou par l'entreprise d'assurances.

§ 2. Le cautionnement global est reconduit tacitement d'année en année.

Art. 16. Plan de récolement.

La remise des attestations prévues aux articles 35 et 38 du décret entraîne la libération du cautionnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 approuvant le règlement technique de la Commission de coordination des chantiers du 20 mars 2015 fixant les modalités d'application prévues aux articles 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 et 29 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203921]

16. JULI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der technischen Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 zur Festlegung der in den Artikeln 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 und 29 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Anwendungsmodalitäten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen, Artikel 1 Ziffer 16, 11, 14, 15, 16, 17, 23 und 29;

Aufgrund des Beschlusses der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügte technische Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 zur Festlegung der in den Artikeln 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 und 29 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Anwendungsmodalitäten.

Art. 2 - Der Minister für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

ANHANG

Technische Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 zur Festlegung der in den Artikeln 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 und 29 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Anwendungsmodalitäten

Artikel 1 - Allgemeine Bestimmungen.

Zur Anwendung der vorliegenden Regelung gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen;

2° Verwalter: die öffentliche Behörde, der die Straße bzw. der Wasserlauf untersteht, unter, auf oder über der bzw. dem die Arbeiten durchgeführt werden, oder die Person, der die besagte Behörde die Verfügbarkeit oder Verwaltung dieser Straße oder dieses Wasserlaufs eingeräumt hat;

3° Lokalisierung der Baustelle:

die Lokalisierung enthält für die Straßen und Wasserläufe den Namen der betroffenen Gemeinde(n), der Straße(n) und der Teilstrecke(n), die in dem Umkreis eingeschlossen sind; Für die Wasserläufe enthält sie den Namen der betroffenen Gemeinde(n), die Bezeichnung des Wasserlaufs und der in dem Umkreis eingeschlossenen Teilstrecke;

4° Umkreis: die durch die Länge der geplanten Arbeiten und durch die Breite des öffentlichen Eigentums abgegrenzte(n) Zone(n);

5° Netz und Netzabschnitt: die Kabel, Leitungen und Kanäle, die vom Verwalter von Kabeln und Leitungen verwaltet werden und für den Transport, die Verteilung oder Sammlung von Material, Flüssigkeiten oder Telekommunikationssignalen bestimmt sind;

6° Anschluss: Anschlusspunkt des Benutzer des Netzes an das Netz oder den Netzabschnitt;

7° Anlagen: Die Netze, Netzabschnitte und Anschlüsse, einschließlich ihrer Ausrüstungen und zusammenhängenden Bauwerke;

8° Position des Netzes Lokalisierung in Fläche und Tiefe;

9° Baustellenfläche: sie wird bestimmt durch die Länge der Baustelle multipliziert mit der Breite des öffentlichen Eigentums.

Art. 2 - Meldepflicht.

Die in Artikel 8 des Dekrets erwähnten Personen melden sich bei der Kommission für die Koordination der Baustellen, indem sie ihre Akte einreichen, die insbesondere folgende Informationen enthält:

1° Name oder Firma, Anschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

2° Name der Kontaktperson, ihre Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

3° die Betriebsnummer, falls vorhanden;

4° die Art der geleisteten Dienste (Verwaltung des öffentlichen Eigentums, Wasserzufuhr oder -verteilung, Abwasserklärung und -sammlung, Entwässerung, Energietransport oder -verteilung, Transport, Sammlung oder Verteilung von Flüssigkeiten, Telekommunikation, ...) und der betriebenen Anlagen;

5° die geographischen Flächen, auf denen die Anlagen betrieben werden, unter Angabe der Gemeinden und Ortschaften.

Alle in den Punkten 1 bis 5 des vorhergehenden Absatzes vorzunehmenden Änderungen werden der Kommission spätestens innerhalb von 30 Kalendertagen ab ihrem Inkrafttreten mitgeteilt.

Art. 3 - Planung der Baustellen.

Die Planung der Baustellen wird der Kommission gemäß den Bestimmungen des Artikels 11 des Dekrets übermittelt und enthält für jede Baustelle folgende Elemente:

1° Name oder Firma der in Artikel 8 des Dekrets erwähnten natürlichen oder juristischen Personen;

2° Name der Kontaktperson, die für die übermittelte Planung verantwortlich ist, ihre Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

3° die Bezeichnung des Projekts;

4° die Lokalisierung der geplanten Arbeiten;

5° die Beschreibung der geplanten Arbeiten, gegebenenfalls unter Beifügung der internen und externen Belastungen;

6° den Durchführungszeitraum innerhalb dessen der Beginn der Arbeiten geplant ist, unter Angabe zumindest des Jahres ihrer Durchführung und die geschätzte Dauer in Werktagen.

Art. 4 - Antrag auf Koordination.

Der in Artikel 14 des Dekrets erwähnte Antrag auf Koordination wird mittels eines Formulars eingereicht, das mindestens folgende Informationen und/oder Dokumente enthält:

1° Name oder Firma des Antragstellers der Koordination;

2° Name der Kontaktperson, die für den Antrag auf Koordination verantwortlich ist, ihre Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

3° die Bezeichnung des Projekts;

4° den betroffenen Umkreis;

5° die architektonischen, technischen und organisatorischen Elemente, die die Durchführung der geplanten Arbeiten betreffen;

6° die Beschreibung der geplanten Arbeiten, gegebenenfalls unter Beifügung der internen und externen Belastungen;

7° den Plan bzw. die Pläne im Maßstab 1/2 500 oder größer, in dem bzw. denen im betroffenen Umkreis die Projekte der geplanten Arbeiten im Stadium der Bleistiftskizze sowie alle nützlichen Informationen angegeben werden; das Stadium der Bleistiftskizze entspricht dem Stadium, in dem sich das Projekt, dessen Merkmale festgelegt sind, jedoch noch je nach den bei der nachstehend erwähnten Koordinationsversammlung gesammelten Daten ändern kann;

8° einen Antrag auf Übermittlung vor der Koordinationsversammlung der ergänzenden Informationen oder der für die Lokalisierung ihrer Netze (Detektion, Sondierungen, usw...) nützlichen zu sammelnden Informationen;

9° die Absicht sich zu koordinieren sowie den Durchführungszeitraum, der für die betroffene Baustelle geplant ist;

10° gegebenenfalls für die Personen, die ein Interesse für die Koordination gezeigt haben, einen Antrag auf Übermittlung bei der Koordinationsversammlung des Projekts der Arbeiten im Maßstab 1/2 500 oder größer im Stadium der Bleistiftskizze sowie alle nützlichen Informationen.

Art. 5 - Einberufung.

Die Einberufung zu der in Artikel 15 des Dekrets erwähnten Koordinationsversammlung enthält folgende Informationen:

1° Name oder Firma der Personen, die den Antrag auf Koordination erhalten haben und derjenigen, die auf diesen geantwortet haben, sowie deren Antworten;

2° die Identifizierung des(der) von der Baustelle betroffenen Verwalter(s);

3° die Bezeichnung des Projekts;

4° Ort, Datum und Uhrzeit der Koordinationsversammlung;

5° die Tagesordnung der Versammlung, in der mindestens die in Artikel 15 § 2 und 3 des Dekrets erwähnten Elemente angegeben werden;

6° für die Personen, die positiv auf den Antrag auf Koordination geantwortet haben, einen Antrag auf Übermittlung bei dieser Versammlung eines Plans im Maßstab 1/2 500 oder größer des Projekts der Arbeiten im Stadium der Bleistiftskizze sowie alle nützlichen Informationen;

7° für die Personen, die keine Informationen gemäß Artikel 1 Ziffer 8 übermittelt haben, einen Antrag auf Übermittlung vor der Koordinationsversammlung der ergänzenden Informationen oder der für die Lokalisierung ihrer Netze (Detektion, Sondierungen, usw. ...) nützlichen zu sammelnden Informationen.

Art. 6 - Protokoll.

Das in Artikel 15 des Dekrets erwähnte Protokoll enthält:

1° die Bezeichnung des Projekts;

2° Name des Pilotkoordinators, die aufgrund des Artikels 15 § 3 des Dekrets bezeichnete natürliche oder juristische Person, seine Firma, Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

3° wenn der Pilotkoordinator eine juristische Person ist, Name der Kontaktperson, ihre Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

4° die Angabe der an den Projekten und gegebenenfalls an dem betroffenen Umkreis vorgenommenen Änderungen;

5° die Beschreibung der Arbeiten, ihre Phasenplanungen und Durchführungszwänge, in der insbesondere die Art der Anlagen, die auszuführenden Bauwerke, die geplante Demontage der bestehenden, außer Betrieb gestellten Anlagen und die für die Durchführung der Arbeiten vorgeschlagene Technik angegeben werden;

6° die Liste der geladenen Personen und der bei der Koordinationsversammlung anwesenden oder vertretenen Personen;

7° gegebenenfalls die Elemente, die in den Auftragsunterlagen gemäß den in Artikel 1 Ziffer 13 des Dekrets festgelegten Regeln der guten fachlichen Praxis anzugeben sind;

8° die in Artikel 15 § 2 des Dekrets vorgesehene Vereinbarung;

Das Protokoll wird von dem Antragsteller der Koordination datiert und unterzeichnet.

Art. 7 - Vereinbarung.

Aufgrund des Artikels 15 § 2 des Dekrets erstellt der Pilotkoordinator eine Vereinbarung, in der die Rechte und Pflichten der an der Koordination beteiligten Personen, die Modalitäten und die mit der Koordination verbundenen Kostenverteilung festgelegt werden.

Art. 8 - Gemeinsame Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle.

Die in Artikel 16 § 1 des Dekrets erwähnte gemeinsame Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle wird mittels eines Formulars erstellt, das insbesondere folgende Informationen und/oder Unterlagen enthält:

1° Name oder Firma, Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern des bezeichneten Koordinators und, falls es sich um eine juristische Person handelt, Name der Kontaktperson, die für die Koordination verantwortlich ist, ihre Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

2° den Standort der Baustelle;

3° die Bezeichnung des Projekts;

4° den Umkreis der Baustelle;

5° auf dem Umkreis oder eines Teils dieses Umkreises, der mit dem Verwalter bei der Koordinationsversammlung vereinbart wurde, den Plan bzw. die Pläne im Maßstab 1/500 oder in dem bei der Koordinationsversammlung vereinbarten Maßstab, in dem bzw. denen das Projekt der Arbeiten sowie die Quer- und Längsschnitte im Maßstab 1/100 der geplanten Anlagen angegeben werden, dessen Trasse die in den Artikeln 4 Ziffer 8 und 5 Ziffer 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten erhaltenen Informationen berücksichtigt;

6° eine Beschreibungsnotiz, in der die Art der Anlagen, die auszuführenden Bauwerke, gegebenenfalls die geplante Demontage von bestehenden, außer Betrieb gestellten Anlagen und die für die Durchführung der Arbeiten vorgeschlagene Technik angegeben werden;

7° die Dauer und die vorgesehene Periode für die Durchführung der Baustelle;

8° die eventuellen Phasen der Durchführung der Arbeiten unter Angabe des Zeitraums in Werktagen des Anfangs jeder Phase;

9° das Protokoll der Koordinationsversammlung.

Art. 9 - Vereinfachte Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle.

Die in Artikel 17 des Dekrets erwähnte vereinfachte Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle wird mittels eines Formulars erstellt, das insbesondere folgende Informationen und/oder Unterlagen enthält:

1° Name oder Firma, Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern des Bauherrn und, falls es sich um eine juristische Person handelt, Name der verantwortlichen Kontaktperson, ihre Postanschrift, E-Mail-Adresse und Telefonnummern;

2° Die unter den in Artikel 17 erwähnten Gründe, durch die die Anwendung der vereinfachten Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle gerechtfertigt ist;

3° den Standort der Baustelle;

4° die Bezeichnung des Projekts;

5° den Umkreis der Baustelle;

5° auf dem Umkreis oder eines Teils dieses Umkreises, der mit dem Verwalter vereinbart wurde, den Plan bzw. die Pläne im Maßstab 1/500 oder in dem mit dem Verwalter vereinbarten Maßstab, in dem bzw. denen das Projekt der Arbeiten sowie die Quer- und Längsschnitte im Maßstab 1/100 der geplanten Anlagen angegeben werden, dessen Trasse die in den Artikeln 4 Ziffer 8 erwähnten erhaltenen Informationen berücksichtigt;

7° eine Beschreibungsnotiz, in der die Art der Anlagen, die auszuführenden Bauwerke, gegebenenfalls die geplante Demontage von bestehenden, außer Betrieb gestellten Anlagen und die für die Durchführung der Arbeiten vorgeschlagene Technik angegeben werden;

8° die Dauer und den vorgesehenen Zeitraum in Werktagen für die Durchführung der Baustelle;

9° die eventuellen Phasen der Durchführung der Arbeiten unter Angabe des Zeitraums des Anfangs jeder Phase.

Art. 10 - Mit der Pilotkoordination verbundene Kosten

§ 1 - Die Verteilung der mit der Pilotkoordination verbundenen Kosten, einschließlich der Entlohnung des Pilotkoordinators, wird im Einvernehmen zwischen den Parteien festgesetzt.

Wird kein Einvernehmen zwischen den Parteien erzielt, wird die Verteilung der für jede Partei anfallenden Kosten auf der Grundlage eines festen Teils von € 500/Beteiligter (Verwalter von Straßen und Wasserläufen und Verwalter von Kabeln und Leitungen) und eines variablen Teils von € 2/m benutzten Grabens zu Lasten eines jeden Verwalters von Kabeln und Leitungen festgelegt.

§ 2 - Dieser Tarif wird am 1. Januar 2015 festgelegt und am 1. Januar eines jeden Jahres je nach dem Index der Verbraucherpreise des Monats Januar des laufenden Jahres angepasst.

Art. 11 - Beschluss.

Der Beschluss zur Zulassung, zur teilweisen Zulassung oder zur Ablehnung der Durchführung der Baustelle, der auf den in Artikel 23 des Dekrets erwähnten Zulassungsantrag gefasst wird, enthält mindestens:

1° die je nach Fall in Artikel 8 oder 9 der vorliegenden Regelung erwähnten Informationen und Unterlagen;

2° wird kein Einvernehmen zwischen dem Verwalter bzw. den Verwaltern und dem Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen über die Art der Bildung einer Bürgschaft erzielt, den Betrag der Bürgschaft, die zur Einhaltung der Vorschrift des Artikels 29 des Dekrets zu bilden ist;

3° die Bedingungen zur Gewährung der Zulassung.

Art. 12 - Information bezüglich der Arbeiten, die von der vorherigen Zulassung zur Durchführung von Baustellen befreit sind.

Die in Artikel 19 des Dekrets erwähnte Informationsakte bezüglich der Arbeiten, die von der vorherigen Zulassung zur Durchführung von Baustellen befreit sind, enthält insbesondere folgende Informationen und/oder Unterlagen:

1° Name oder Firma, Postanschrift, Telefonnummer, Faxnummer und E-Mail-Adresse des bezeichneten Koordinators und, falls es sich um eine juristische Person handelt, Name der Kontaktperson, die für die Koordination verantwortlich ist, ihre Postanschrift, Telefonnummer, Faxnummer und E-Mail-Adresse;

2° den Standort der Baustelle;

3° die Bezeichnung des Projekts;

4° den Umkreis der Baustelle;

5° gegebenenfalls auf dem Umkreis oder eines Teils dieses Umkreises, der mit dem Verwalter vereinbart wurde, einen Plan im Maßstab 1/500 oder in dem mit dem Verwalter vereinbarten Maßstab, das Projekt der Arbeiten, dessen Trasse die in den Artikeln 4 Ziffer 8 erwähnten erhaltenen Informationen berücksichtigt;

6° eine Beschreibungsnotiz, in der die Art der Anlagen, die auszuführenden Bauwerke, die geplante Demontage der bestehenden, außer Betrieb gestellten Anlagen und die für die Durchführung der Arbeiten vorgeschlagene Technik angegeben werden;

7° die Dauer in Werktagen der Baustelle.

Art. 13 - Sicherheitsleistung.

§ 1 - Wird kein Einvernehmen zwischen dem Verwalter und dem Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen über eine andere Art von Sicherheitsleistung erzielt, kann die in Artikel 29 des Dekrets erwähnte Sicherheitsleistung entweder aus Bargeld oder aus öffentlichen Mitteln, oder in der Form einer kollektiven Sicherheitsleistung gebildet werden. Sie kann ebenfalls durch eine Bürgschaft gebildet werden, die von einem Kreditinstitut gewährt wird, das den Vorschriften des Gesetzes vom 25. April 2014 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute genügt.

§ 2 - Die in Paragraph 1 erwähnte Sicherheitsleistung kann ebenfalls im Auftrag und für Rechnung der Verwalter von Kabeln und Leitungen, gemeinsam oder getrennt, zugunsten des/der Verbraucher(s) gebildet werden, die diese in den Fällen und unter den Bedingungen, die im Dekret vorgesehen sind, in Anspruch nehmen können.

§ 3 - Die Sicherheitsleistung kann für die einzelne Baustelle oder global gebildet werden, das heißt sie kann die gesamten Baustellen, die jährlich von dem Verwalter bzw. den Verwaltern von Kabeln und Leitungen durchgeführt werden, decken.

§ 4 - Der Verwalter von Kabeln und Leitungen entscheidet sich gemäß den in den Paragraphen 2 bis 3 erwähnten Modalitäten für eine in § 1 erwähnte Art der Sicherheitsleistung.

Art. 14 - Bildung der Sicherheitsleistung.

§ 1 - Im Falle einer für eine einzelne Baustelle gebildeten Sicherheitsleistung, muss diese spätestens fünf Tage vor Beginn der Arbeiten und im Dringlichkeitsfall so schnell wie möglich vom Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen gebildet werden. Der Betrag beläuft sich auf € 8/m² Baustellenfläche.

Dem Verwalter werden je nach Fall folgende Unterlagen zum Nachweis vorgelegt:

1° entweder die Bescheinigung der Einzahlung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder einer öffentlichen Einrichtung, die eine ähnliche Funktion erfüllt;

2° oder den vom Kreditinstitut oder Versicherungsunternehmen ausgestellten Kontoauszug;

3° oder die vom Staatskassierer oder von einer öffentlichen Einrichtung, die eine ähnliche Funktion erfüllt, ausgestellte Hinterlegungsbescheinigung;

4° oder das von der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder einer öffentlichen Einrichtung, die eine ähnliche Funktion erfüllt, betroffene Original der Urkunde der Solidarbürgschaft;

5° oder das Original der von dem eine Garantie gewährenden Kreditinstitut oder Versicherungsunternehmen ausgestellten Verpflichtungserklärung.

Diese von dem Hinterleger unterzeichneten Unterlagen vermerken, zu wessen Gunsten die Sicherheitsleistung angelegt wird, deren Zweckbestimmung unter kurz gefasster Angabe der gedeckten Arbeiten, sowie Name, Vorname und vollständige Anschrift des Verwalters bzw. der Verwalter von Kabeln und Leitungen und gegebenenfalls der Drittperson, die die Hinterlegung für Rechnung des Verwalters bzw. der Verwalter von Kabeln und Leitungen durchgeführt hat, mit dem Vermerk je nach Fall "Geldgeber" oder "Mandatsträger".

§ 2 - Im Falle einer globalen, das heißt für die gesamten jährlich von einem oder mehreren Verwaltern von Kabeln oder Leitungen durchgeführten Baustellen errichteten Sicherheitsleistung, übermittelt Letzterer bzw. übermitteln Letztere dem Verwalter jährlich den Nachweis der Bildung der Sicherheitsleistung.

Wenn die Sicherheitsleistung abgebucht wird, muss sie innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab der Abbuchung neu gebildet oder an den ursprünglichen Wert angepasst werden.

§ 3 - Der Betrag der Sicherheitsleistung für die gesamten jährlich durchgeführten Baustellen wird im Verhältnis zur Anzahl der von dem betroffenen Verwalter von Kabeln oder Leitungen versorgten Gemeinden festgelegt:

- ein Betrag von € 10.000/Jahr für eine bis 5 Gemeinden;

- ein Betrag von € 50.000/Jahr für 6 bis 25 Gemeinden;

- ein Betrag von € 100.000/Jahr für 26 bis 262 Gemeinden.

§ 4 - Wenn die globale Sicherheitsleistung für die betreffende Baustelle unter € 4/m² liegt, kann der Verwalter die Bildung einer besonderen Sicherheitsleistung von € 4/m² beantragen.

Art. 15 - Auszahlung der Sicherheitsleistung.

§ 1 - Im Falle einer Sicherheitsleistung pro Baustelle reicht der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen bei Beendigung der Baustelle beim Verwalter den Antrag auf Auszahlung ein.

Diesem Antrag fügt er die von dem in Artikel 35 § 2 des Dekrets erwähnten technischen Ausschuss ausgestellte Bescheinigung bei.

Innerhalb von fünfzehn Tagen, die auf den Tag des Eingangs des Antrags folgen, gewährt der Verwalter dem Bürgen oder dem Verwahrer des Fonds beim Kreditinstitut oder Versicherungsunternehmen die Freigabe.

Über diese Frist hinaus hat der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen Anrecht auf die Auszahlung der für die Aufrechterhaltung der vom Kreditinstitut oder Versicherungsunternehmen gewährten Garantie anfallenden Kosten.

§ 2 - Die globale Sicherheitsleistung wird von Jahr zu Jahr stillschweigend verlängert.

Art. 16 - Bestandsplan.

Die Ausstellung der in den Artikeln 35 und 38 erwähnten Bescheinigungen hat die Auszahlung der Sicherheitsleistung zur Folge.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2015 zur Genehmigung der technischen Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 zur Festlegung der in den Artikeln 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 und 29 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Anwendungsmodalitäten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203921]

16 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het technisch reglement van de Commissie voor de coördinatie van de werven van 20 maart 2015 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten bedoeld in de artikelen 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 en 29 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, de artikelen 1, 16°, 11, 14, 15, 16, 17, 23 en 29;

Gelet op de beraadslaging van 20 maart 2015 van de Commissie voor de coördinatie van de werven;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde technisch reglement van de Commissie voor de coördinatie van de werven van 20 maart 2015 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten bedoeld in de artikelen 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 en 29 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Plaatselijke besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

BIJLAGE

Technisch reglement van de Commissie voor de coördinatie van de werven van 20 maart 2015 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten bedoeld in de artikelen 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 en 29 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen

Artikel 1. Algemene bepalingen.

Voor de toepassing van dit reglement dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen;

2° beheerder : de openbare overheid waaronder de weg of de waterloop ressorteert, waarop of waarboven de werken worden uitgevoerd of de persoon waaraan de bedoelde overheid de terbeschikkingstelling of het beheer van deze weg of waterloop heeft toegewezen;

3° ligging van de werf : de ligging vermeldt voor de wegen en de waterlopen, de naam van de betrokken gemeente(n), van de straat of straten en van het (de) wegedeelte(n) opgenomen in de omtrek. Voor de waterlopen, vermeldt de ligging de naam van de betrokken gemeente(n), de benaming van de waterloop en van het gedeelte opgenomen in de omtrek;

4° omtrek : gebied(en) afgebakend door de lengte van de geplande werken en door de breedte van het openbaar domein;

5° netwerk en gedeelte van netwerk : de kabels, leidingen en mantelbuizen beheerd door de beheerder van de kabels en leidingen en bestemd voor het vervoer, de verdeling of het ophalen van stoffen, vloeistoffen of telecommunicatiesignalen;

6° aansluiting : verbindingspunt van de gebruiker van het netwerk met het netwerk of gedeelte van het netwerk;

7° installaties : de netwerken, gedeelten van netwerk en aansluitingen, hierbij inbegrepen de verwante uitrustingen en bouwwerken ervan;

8° ligging van het netwerk : ligging op het plan en in de diepte;

9° oppervlakte van de werf : ze wordt bepaald door de lengte van de werf vermenigvuldigd door de breedte van het openbaar domein.

Art. 2. Verplichting om zich te doen kennen.

De personen bedoeld in artikel 8 van het decreet moet zich bij de Coördinatiecommissie van de werven doen kennen, door hun dossier in te dienen dat o.a. de volgende informatie bevat :

1° hun naam of handelsnaam, adres, e-mailadres en telefonische gegevens;

2° de naam van de contactpersoon, zijn postadres, zijn e-mailadres en zijn telefonische gegevens;

3° het ondernemingsnummer, indien bestaand;

4° de aard van de verzekerde diensten (beheer van het openbaar domein, watervoorziening of waterdistributie, riolering en opvang van afvalwater, ontwatering, vervoer of distributie van energie, het vervoer, het ophalen of de verdeling van vloeistoffen, telecommunicaties,...) en van de uitgebete installaties;

5° de geografische plaatsen waar de installaties worden uitgebaat, met vermelding van de gemeenten en plaatsen.

Elke wijziging van de punten 1° tot 5° van het vorig lid, wordt uiterlijk binnen dertig kalenderdagen van hun inwerkintreding, aan de Commissie meegedeeld.

Art. 3. Programmering van de werven.

De programmering van de werven wordt naar de Commissie gestuurd overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 van het decreet en bevat de volgende gegevens voor elke werf :

1° de naam of de handelsnaam van de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 8 van het decreet;

2° de naam van de contactpersoon die verantwoordelijk is voor het meegedeelde programma, zijn postadres, zijn e-mailadres en zijn telefonische gegevens;

3° het opschrift van het project;

4° de ligging van de geplande werken;

5° de omschrijving van de geplande werken voorzien, in voorkomend geval, van de interne en externe verplichtingen;

6° De uitvoeringsperiode waarin het begin van de werken wordt gepland met op zijn minst de vermelding van het jaar waarin de werken worden uitgevoerd en de duur ervan geschat in werkdagen.

Art. 4. De coördinatieaanvraag.

De coördinatieaanvraag bedoeld in artikel 14 van het decreet wordt ingediend d.m.v. een formulier dat minstens de volgende informatie en/of documenten bevat :

1° de naam of de handelsnaam van de coördinatieaanvrager;

2° de naam van de contactpersoon die verantwoordelijk is voor de coördinatieaanvraag, zijn postadres, zijn e-mailadres en zijn telefonische gegevens;

3° het opschrift van het project;

4° de betrokken omtrek;

5° de architecturale, technische en organisationele elementen die betrekking hebben op de uitvoering van de geplande werken;

6° de omschrijving van de geplande werken voorzien, in voorkomend geval, van de interne en externe verplichtingen;

7° het (de) plan(nen) op schaal 1/2 500e of groter dat op de betrokken omtrek het project vermeldt van de geplande werken in het schetsstadium alsook alle nuttige informatie; het schetsstadium komt overeen met het stadium van een project waarvan de kenmerken duidelijk bepaald zijn, maar toch nog kunnen wijzigen in functie van de gegevens ingezameld tijdens de coördinatievergadering waarvan sprake hieronder;

8° een aanvraag om vóór de coördinatievergadering, de bijkomende informatie of de in te zamelen informatie mee te delen die nuttig zijn voor de ligging van hun netwerken (detectie, boringen, enz.);

9° de bedoeling om voor coördinatie te zorgen en de geplande uitvoeringsperiode voor de betrokken werf;

10° in voorkomend geval, voor de personen die een belang hebben aangetoond voor de coördinatie, een aanvraag om tijdens de coördinatievergadering, op een plan op schaal 1/2 500e of groter het project van de werken in een schetsstadium mee te delen alsook alle nuttige informatie.

Art. 5. De oproeping.

De oproeping voor de coördinatievergadering bedoeld in artikel 15 van het decreet, bevat de volgende informatie :

1° de naam en handelsnaam van de personen die de coördinatieaanvraag hebben gekregen en van diegene die geantwoord hebben alsook hun antwoorden;

2° de identificatie van de beheerder(s) betrokken bij de werf;

3° het opschrift van het project;

4° de plaats, datum en uur van de coördinatievergadering;

5° de agenda van de vergadering, met op zijn minst de elementen bedoeld in artikel 15, § 2 en 3 van het decreet;

6° voor de personen die positief geantwoord hebben op het coördinatieverzoek, een aanvraag om tijdens deze vergadering, op een plan op schaal 1/2 500e of groter het project van de werken in een schetsstadium mee te delen alsook alle nuttige informatie;

7° voor de personen die geen informatie hebben meegedeeld overeenkomstig artikel 1, 8°, een aanvraag om vóór de coördinatievergadering, de bijkomende informatie die nuttig is voor de ligging van hun netwerken (detectie, boringen, enz...) mee te delen of in te zamelen.

Art. 6. Het proces-verbaal.

Het proces-verbaal bedoeld in artikel 15 van het decreet bevat :

1° het opschrift van het project;

2° de naam van de coördinerende persoon, een natuurlijke of rechtspersoon die krachtens artikel 15, § 3, van het decreet wordt aangewezen, zijn handelsnaam, zijn postadres, zijn e-mailadres en zijn telefonische gegevens;

3° als de coördinerende persoon een rechtspersoon is, de naam van de contactpersoon, zijn postadres, zijn e-mailadres en zijn telefonische gegevens;

4° de vermelding van de wijzigingen aangebracht aan de projecten en in voorkomend geval, aan de betrokken omtrek;

5° de omrijving van de werken, hun faseringen en uitvoeringsverplichtingen waarin o.a. de aard van de installaties van de af te danken of te verplaatsen en uit te voeren werken wordt aangeduid, alsook de geplande ontmanteling van de bestaande afgedankte installaties en de voor de uitvoering van de werken voorgestelde technieken;

6° de lijst van de personen die uitgenodigd zijn en van de personen aanwezig of vertegenwoordigd op de coördinatievergadering;

7° in voorkomend geval, de elementen die in de documenten moeten voorkomen overeenkomstig de goede praktijkcode zoals bepaald in artikel 1, 13°, van het decreet;

8° de overeenkomst zoals bedoeld in artikel 15, § 2, van het decreet;

Het proces-verbaal wordt gedagtekend en ondertekend door de aanvrager van de coördinatie.

Art. 7. De overeenkomst.

Krachtens artikel 15, § 2, van het decreet, maakt de coördinerende persoon een overeenkomst op die de rechten en verplichtingen van de deelnemers aan de coördinatie bepaalt, alsook de modaliteiten en verdeling van de kosten i.v.m. de coördinatie.

Art. 8. Het gezamenlijke dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf.

Het gezamenlijke dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf bedoeld in artikel 16, § 1, van het decreet wordt opgemaakt d.m.v. een formulier dat o.a. de volgende informatie en/of documenten bevat :

1° de naam of handelsnaam, postadres, e-mailadres en telefonische gegevens van de aangewezen coördinerende persoon en als het gaat om een rechtspersoon, de naam van de contactpersoon die verantwoordelijk is voor de coördinatie, zijn postadres, zijn e-mailadres en zijn telefonische gegevens;

2° de ligging van de werf;

3° het opschrift van het project;

4° de omtrek van de werf;

5° op de omtrek of een deel ervan dat overeengekomen is met de beheerder tijdens de coördinatievergadering, het of de plan(nen) op schaal 1/500e of op de schaal overeengekomen tijdens de coördinatievergadering, dat het project van de werken alsook de dwarsdoorsneden op 1/100e van de geplande installaties bevat, waarvan het tracé rekening houdt met de ontvangen informatie bedoeld in de artikelen 4, 8°, en 5, 6° van dit besluit;

6° een omschrijvingsnota waarin de aard van de installaties, de af te danken, te verplaatsen en uit te voeren werken worden vermeld, en in voorkomend geval, de geplande ontmanteling van de bestaande afgedankte of te verplaatsen installaties en de voor de uitvoering van de werken voorgestelde technieken;

7° de duur en de geplande uitvoeringsperiode van de werf;

8° de eventuele uitvoeringsfasen van de werken met bepaling van de periode in werkdagen voor de aanvang van elke fase;

9° Het proces-verbaal van de coördinatievergadering.

Art. 9. Het vereenvoudigde dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf.

Het vereenvoudigde dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf bedoeld in artikel 17 van het decreet wordt opgemaakt d.m.v. een formulier dat o.a. de volgende informatie en/of documenten bevat :

1° de namen of handelsnaam, postadres, e-mailadres en telefonische gegevens van de opdrachtgever en als het gaat om een rechtspersoon, de naam van de verantwoordelijke contactpersoon, zijn postadres, e-mailadres en zijn telefonische gegevens;

2° De motieven onder die bedoeld in artikel 17 die rechtvaardigen dat het beroep op het vereenvoudigde dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf wel degelijk van toepassing is;

3° de ligging van de werf;

4° het opschrift van het project;

5° de omtrek van de werf;

5° op de omtrek of een deel ervan dat overeengekomen is met de beheerder, het of de plan(nen) op schaal 1/500e of op de schaal overeengekomen met de beheerder, dat het project van de werken alsook de dwarsdoorneden op 1/100e van de geplande installaties bevat, waarvan het tracé rekening houdt met de ontvangen informatie bedoeld in artikel 4, 8°;

7° een omschrijvingsnota waarin de aard van de installaties, de af te danken, te verplaatsen en uit te voeren werken worden vermeld, en in voorkomend geval, de geplande ontmanteling van de bestaande afgedankte installaties en de voor de uitvoering van de werken voorgestelde technieken;

8° de duur en de geplande uitvoeringsperiode van de werf in werkdagen;

9° de eventuele uitvoeringsfasen van de werken met bepaling van de periode van aanvang van elke fase.

Art. 10. Kosten i.v.m. de leiding van de coördinatie.

§ 1. De verdeling van de kosten i.v.m. de leiding van de coördinatie, met inbegrip van de bezoldiging van de coördinerende persoon, wordt in onderlinge overeenstemming tussen de partijen vastgelegd.

Bij gebrek aan akkoord tussen de partijen, zal de verdeling van de kosten die elke partij te beurt vallen, opgesteld worden op basis van een vast gedeelte van € 500/interveniënt (beheerder van de wegen en waterlopen en beheerder van de kabels en leidingen) en op basis van een variabel gedeelte van € 2/m gebruikte greppel ten laste van elke beheerder van de kabels en leidingen.

§ 2. Dit tarief wordt vastgelegd op 1 januari 2015 en zal op 1 januari van elk jaar worden aangepast op basis van het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar.

Art. 11. De beslissing.

De beslissing tot machtiging, gedeeltelijke machtiging of weigering van de machtiging tot uitvoering van een werf genomen op de aanvraag tot machtiging bedoeld in artikel 23 van het decreet bevat minstens :

1° de informatie en de documenten bedoeld volgens het geval in artikel 8 of 9 van dit reglement;

2° bij gebrek aan overeenkomst tussen de beheerder(s) en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf over een andere vorm van samenstelling, het bedrag van de waarborg die verstrekt moet worden om te voldoen aan de voorschriften van artikel 29 van het decreet;

3° de toekenningsvoorwaarden van de machtiging.

Art. 12. Informatie betreffende de werken die vrijgesteld zijn van de voorafgaandelijke machtiging tot uitvoering van de werven.

Het informatiedossier betreffende de werken die vrijgesteld zijn van de voorafgaandelijke machtiging tot uitvoering van de werven bedoeld in artikel 19 van het decreet bevat o.a. de volgende informatie en/of documenten :

1° de naam of handelsnaam, postadres, telefoonnummer, faxnummer en e-mailadres van de aangewezen coördinerende persoon en als het gaat om een rechtspersoon, de naam van de contactpersoon die verantwoordelijk is voor de coördinatie, zijn postadres, telefoonnummer, faxnummer en e-mailadres;

2° de ligging van de werf;

3° het opschrift van het project;

4° de omtrek van de werf;

5° in voorkomende geval, op de omtrek of een deel ervan dat overeengekomen is met de beheerder, een plan op schaal 1/500e of op de schaal aangevraagd door de beheerder, het project van de werken waarvan het tracé rekening houdt met de ontvangen informatie zoals bedoeld in artikel 4, 8°;

6° een omschrijvingsnota waarin wordt vermeld : de aard van de installaties, de af te danken en uit te voeren werken, de geplande ontmanteling van de bestaande afgedankte installaties en de voor de uitvoering van de werken voorgestelde technieken;

7° de duur van de werf in werkdagen.

Art. 13. De borgtocht.

§ 1. Bij gebrek aan overeenstemming tussen de beheerder en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van de werf over een andere borgtochtvorm, kan de borgtocht bedoeld in artikel 29 van het decreet, hetzij in speciën of publieke fondsen, hetzij onder de vorm van een gezamenlijke borgstelling worden gesteld. De borgtocht kan eveneens worden gesteld via een waarborg toegestaan door een kredietinstelling die voldoet aan de voorschriften van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

§ 2. De borgtocht bedoeld in de bovengenoemde paragraaf 1 kan op orde worden gesteld en voor rekening van de beheerders van de kabels en leidingen, gezamenlijk of apart, ten gunste van de beheerder(s) die er beroep kunnen op doen in de gevallen en volgens de voorwaarden bedoeld in het decreet.

§ 3. De borgtocht kan per werf of globaal worden gesteld, d.w.z. het geheel van de werven dekken die jaarlijks door de beheerder(s) van de kabels en leidingen worden uitgevoerd.

§ 4. De beheerder van de kabels of leidingen kiest voor een borgtochtvorm bedoeld in § 1 overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in de paragrafen 2 tot 3.

Art. 14. Stelling van de borgtocht.

§ 1. In geval van borgtocht gesteld per werf moet de borgtocht worden gesteld door de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, uiterlijk vijf dagen vóór het begin van de werken en in geval van nood zal hij zo vlug mogelijk worden gesteld. Het bedrag bedraagt € 8/m² per oppervlakte van de werf.

Het bewijs wordt geleverd door overlegging aan de beheerder van, naargelang het geval :

1° hetzij een ontvangstbewijs van de Deposito- en Consignatiekas of van een openbare instelling die een gelijkaardige functie vervult;

2° hetzij een debetbericht van de kredietinstelling of van de verzekeringsonderneming;

3° hetzij het deposito-attest van de Rijkskassier of van een openbare instelling die een gelijkaardige functie vervult;

4° hetzij de originele akte van solidaire borg, geïllustreerd door de Deposito- en Consignatiekas of een openbare instelling die een gelijkaardige functie vervult;

5° hetzij het origineel van de verbintenisakte opgemaakt door de kredietinstelling of de verzekeringsonderneming die een waarborg heeft toegestaan.

Deze documenten, ondertekend door de deponent, vermelden waarvoor de borgtocht werd gesteld en de bestemming, bestaande uit de beknopte gegevens betreffende de gedekte werken, alsmede de naam, de voornaam en het volledige adres van de beheerder(s) van de kabels en leidingen en eventueel deze van de derde die voor rekening van de beheerder(s) van de kabels of leidingen het deposito heeft verricht, met de vermelding "geldschieter" of "gemachtigde", naargelang het geval.

§ 2. Bij een globale borgtocht, d.w.z. opgesteld voor het geheel van de werven die jaarlijks door één of meerdere beheerders van de kabels of leidingen wordt uitgevoerd, zullen laatstgenoemden, jaarlijks, het bewijs van de stelling van de borgtocht aan de beheerder richten.

Wanneer de borgtocht het voorwerp uitmaakt van een afhouding, moet hij binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de afhouding, opnieuw op de oorspronkelijke waarde worden gebracht of aangepast.

§ 3. Het bedrag van de borgtocht voor het geheel van de werven die jaarlijks worden uitgevoerd, wordt vastgelegd in functie van het aantal gemeenten bediend door de betrokken beheerder van kabels of leidingen :

- een bedrag van € 10.000/jaar van één tot 5 gemeenten;

- een bedrag van € 50.000/jaar van 6 tot 25 gemeenten;

- een bedrag van € 100.000/jaar van 26 tot 262 gemeenten.

§ 4. Indien de globale borgtocht lager is dan € 4/m² voor de beschouwde werf, zal de beheerder de stelling van een bijzondere borgtocht van € 4/m² kunnen aanvragen.

Art. 15. Vrijgave van de borgtocht.

§ 1. In het geval van een borgtocht werf per werf, zal de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, aan het einde van de werf, een verzoek tot vrijgave bij de beheerder indienen.

Hij zal bij dit verzoek een attest voegen dat door het Technisch comité bedoeld in artikel 35, § 2, van het decreet, wordt verleend.

De beheerder verleent binnen vijftien dagen na de dag van ontvangst van het verzoek, handlichting aan de borg of bewaarder van de fondsen bij de kredietinstelling of de verzekeringsonderneming.

Na deze termijn heeft de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf recht op de betaling van de gemaakte kosten voor het behoud van de waarborg toegestaan door de kredietinstelling of de verzekeringsonderneming.

§ 2. De globale borgtocht wordt jaar na jaar stilzwijgend verlengd.

Art. 16. Vergelijkingsplan.

De overhandiging van de attesten bedoeld in de artikelen 35 en 38 van het decreet heeft de vrijgave van de borgtocht tot gevolg.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 tot goedkeuring van het technisch reglement van de Commissie voor de coördinatie van de werven van 20 maart 2015 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten bedoeld in de artikelen 8, 11, 14, 15, 16, 17, 23 en 29 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN